

Pacte Mondial des Nations Unies

Objet Communication sur les progrès

François David, Président de Coface, confirme l'engagement, pris en avril 2003, de soutenir et promouvoir en 2009 dans sa sphère d'influence les 10 principes du Global Compact relatifs aux droits de l'homme, au droit du travail et à la protection du travail. Il communique les progrès réalisés dans le cadre des principes n°6, 8 et 10.

Communication sur le principe n°6 : « Elimination progressive des discriminations en matière d'emploi et de profession ».

Coface a renforcé depuis 2008 sa politique en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (TH) en créant une mission handicap, en établissant un diagnostic sur la situation de Coface en la matière dans le but de mettre en place de nouvelles actions, en lançant un programme de sensibilisation de ses collaborateurs et en augmentant son recours au milieu protégé.

1- La mission handicap vise à :

- Favoriser le recrutement de TH. Ainsi, lorsqu'elle recherche un collaborateur à l'extérieur, Coface explore systématiquement toutes les possibilités de recrutement de TH : publications des offres sur les sites spécialisés, étude des candidatures spontanées et de celles présentées mensuellement par l'Association Tremplin avec laquelle Coface a renforcé son partenariat, appel à des sociétés d'intérim pour présentation de candidats en situation de handicap
- Améliorer les conditions de travail de ses collaborateurs handicapés. A titre d'exemple, l'intervention d'ergonomes spécialisés a permis de mettre en place des matériels informatique et bureautique spécifiques.

2- Etablissement d'un diagnostic-conseil sur la situation de Coface en matière d'emploi des TH. Ce diagnostic, cofinancé par l'Agefiph (Association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées), permettra de mettre en place un nouveau plan d'action en matière d'emploi des TH : détermination des enjeux, des objectifs et de pistes d'action, etc.

3- Lancement d'un programme « Handicap, changeons notre regard », pour sensibiliser les collaborateurs de Coface au handicap, de façon concrète, et faire tomber les préjugés. Cinq sessions de ce type ont été organisées en 2009.

4- Augmentation du recours au milieu protégé

Malgré un accroissement de 10 % de l'effectif d'assujettissement, le taux d'emploi TH a augmenté de 1,4 % par rapport à 2008. 27 TH présents dans l'entreprise, contre 24 l'année précédente. 4,41 unités correspondant aux contrats avec les ateliers protégés, contre 2,85 l'année précédente. 21.489 € en dépenses déductibles pour 4.500, l'année précédente.

Dans le domaine de la diversité, Coface a collaboré aux travaux de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA), qui ont abouti à la signature, entre les partenaires sociaux, d'un accord « mixité/diversité » qui porte sur l'emploi des TH, mais aussi sur l'égalité hommes/femmes et l'emploi des seniors. Coface participe activement aux groupes de travail de la FFSA chargés de suivre la mise en œuvre de cet accord.

Communication sur le principe 8 : « Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ».

Il est rappelé que Coface conditionne les garanties d'assurance-crédit, qu'elle gère pour le compte de l'Etat français, des projets financés à moyen et long terme au respect de standards environnementaux et sociaux. Conformément à la Recommandation de l'OCDE sur l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, Coface évalue systématiquement les impacts sur l'environnement et les populations locales des projets situés dans des zones sensibles sur le plan environnemental, ou pour les projets plus de 10 millions d'euros. Ces projets doivent atteindre à la fois les normes du pays hôte et les standards internationaux pertinents, en particulier certaines normes développées par la Banque mondiale. Cela touche à la protection de l'environnement au sens large : rejets maîtrisés, protection des populations, de la biodiversité, du patrimoine culturel etc. Au moins 30 jours avant de prendre la décision de les garantir, Coface, afin de recueillir des commentaires de parties prenantes et d'informer toute personne intéressée, publie sur son site internet (www.coface.fr) les projets les plus importants avec des informations sur les aspects environnementaux et sociaux (étude d'impact du projet typiquement). Elle publie ensuite les projets qu'elle garantit, en justifiant de l'atteinte des standards.

Dans ce domaine, les progrès principaux depuis 2008 ont consisté pour Coface à :

- 1- Finaliser l'élaboration de guides méthodologiques et de partage d'expérience, réalisés au travers de groupes de travail mis en place entre agences publiques d'assurance-crédit. Coface a participé à cet effet aux groupes de travail des domaines : centrales hydroélectriques, centrales thermiques, « Oil and gas », Fer et acier.
- 2- Préparer la mise à jour des exigences et standards applicables dans le cadre de la révision de la Recommandation OCDE sur l'environnement, prévue pour être finalisée en 2010, en étant force de proposition auprès du Ministère français de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Les engagements pris par Coface auprès de l'OCDE ont ainsi tous été respectés en 2008, et aucune notification de non-conformité n'a eu lieu ; autrement dit :

- 100% des projets nécessitant une transparence ex ante en ont fait l'objet.
- 100% des projets nécessitant une transparence ex post en ont fait l'objet.
- 100% des projets respectent les standards applicables.
- Pour 100% des projets nécessitant la fourniture d'une étude d'impact, celle-ci a été fournie.

De manière générale, Coface aborde ces sujets avec une démarche constructive envers ses clients et les intervenants concernés, pour non seulement atteindre les standards fixés mais aussi les dépasser si cela est possible. Elle échange également régulièrement avec la société civile et notamment les ONGs (de protection de l'environnement en particulier) sur ces procédures, leur application, ainsi que projet par projet lorsque cela est pertinent. Enfin, Coface est active dans les groupes de réflexion visant à favoriser le financement de certains types de projet, comme par exemple ceux d'énergies renouvelables, en leur accordant des conditions plus favorables. Coface a ainsi pris en garantie deux projets d'énergie renouvelable éligibles à ces conditions favorables en 2008.

Enfin, pour enrichir son expertise sur ces dossiers, les collaborateurs de Coface en charge d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux sont chaque année formés sur des thématiques spécifiques. Ainsi les experts environnementaux ont été sensibilisés au « management du déplacement des populations ». Fin 2009, ces mêmes experts seront formés aux standards de la Banque Mondiale.

Communication sur le principe n°10 : « Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin »

- 1- Coface a diffusé un Manuel de déontologie sur son Intranet, qui rappelle, notamment, les règles déontologiques à respecter par tous les collaborateurs (confidentialité, intégrité, prévention des conflits d'intérêt, ainsi que les standards les plus élevés en matière de lutte contre le blanchiment et la corruption).

- 2- Coface a mis au point un code de conduite en matière de notation financière des entreprises clientes ou non. Ce code garantit l'indépendance des analystes et collaborateurs intervenant dans cette ligne de métier.